

Vœu sur la moralisation de la vie publique en France

adopté à l'unanimité par le conseil municipal de Saint-Etienne-de-Boulogne lors de sa séance du 12 avril 2013

Nous, conseillers municipaux de Saint-Etienne-de-Boulogne souhaitons faire part de nos inquiétudes et de notre exaspération face à l'évolution de nos institutions. Depuis des années, des liens troubles et des "affaires" ont secoué périodiquement la République et ses élus jusqu'aux plus hautes fonctions de l'Etat, mais elles semblaient rester relativement circonscrites. Cette situation témoignait pourtant déjà d'un délitement des principes républicains. Elle s'accélère et culmine actuellement. En l'espace de quelques mois, les affaires "Woerth", "Bettencourt", "Takieddine", "Guérini", "Lagarde", "Tapie", "Sarkozy", et maintenant "Cahuzac" et "Augier" démontrent s'il en est encore besoin l'abaissement des valeurs morales républicaines qui découle d'un mélange entre finance, affaires économiques et politiques.

La crise politique n'est pas une explosion subite, mais un long pourrissement de nos mœurs démocratiques. C'est le fruit d'un conflit d'intérêt qui apparaît sans limite à nos yeux, comme à ceux de nos concitoyens, pour qui une "élite" ne subissant pas la crise et ses conséquences, semble mettre le pays en coupe réglée. Entre fraude fiscale, abus de confiance, détournement de fonds, rétro commissions, marchés truqués, emplois fictifs, les situations sont multiples où l'argent roi et la financiarisation de l'économie comme de la société aboutissent à faire dangereusement vaciller la République.

De la même manière, à force de reniements, l'action publique démocratique paraît impuissante face au monde de la finance, de l'économie, des lobbies, laissant se développer dans la population l'idée que le politique ne peut rien, qu'il se limite à un ministère de la parole, la décision relevant de la sphère technique ou de la sphère financière. Dans ces conditions, comment encore croire à l'utilité de l'expression démocratique, électorale en particulier.

Nous entendons marquer notre tristesse et notre inquiétude face à cette évolution de notre système politique, qui incombe largement à ceux-là même qui en sont les gardiens, et en particulier à ceux qui ont fait profession de foi de moralisation de la vie publique.

A ce titre, nous demandons solennellement aux Parlementaires qu'une "opération mains propres" soit engagée dans le pays à tous les niveaux, des collectivités locales aux membres du Parlement, au Gouvernement et à leurs administrations respectives. Sans une action rapide, déterminée et sans faille, qui aille jusqu'au bout de la question, la République aura perdu son sens, et il ne faudra pas être surpris que les citoyens s'en détournent.

En terme judiciaire :

- cela passe par une réelle indépendance de la justice avec la fin de la nomination des magistrats du Parquet par la Chancellerie, cette dernière devant incomber au Conseil Supérieur de la Magistrature.
- cela passe par une stricte et définitive inéligibilité des personnes condamnées pour escroquerie, détournement de fonds, abus de pouvoir, fraude et évasion fiscale.
- cela passe par la création d'une autorité de contrôle des conflits d'intérêt dotée d'un pouvoir d'injonction sur la base des propositions de la Commission de réflexion pour la prévention des conflits d'intérêts dans la vie publique et de son rapport rendu public le 26 janvier 2011, mais resté lettre morte depuis.
- cela passe par un contrôle effectif et non seulement déclaratif des patrimoines des élus et de leurs familles, assis sur une autorité de justice chargée d'un examen approfondi de la situation de chacun et de son évolution en cours de mandat, notamment en ce qui concerne ses revenus, son patrimoine, ses actions et contrats d'assurance, son épargne, ses transactions financières, ses dettes détenues et les prêts concédés.

En terme économique et de marchés publics :

- cela passe par une lutte sans merci contre les conflits d'intérêts et les aller-retour entre action publique et sphère privée, "pantouflage" permettant de nouer de solides relations d'obligations, d'amitiés et au final un entretient fructueux pour faire prospérer ses affaires personnelles.
- cela passe par la définition juridique précise de la notion de lobbying, son interdiction et sa pénalisation.
- cela passe par un encadrement très strict et limitatif des recours aux Partenariats Publics Privés qui sont autant de sources d'enrichissement potentiel et de collusion entre élus et monde des affaires, le plus souvent au détriment de l'intérêt public même.
- cela passe par une interdiction stricte faite aux titulaires de charges publiques de conclure un contrat avec une société dans laquelle ils ont un intérêt direct ou indirect.
- cela passe par l'interdiction de toute relation d'emploi de la collectivité publique avec l'époux, le conjoint de fait, l'enfant, le frère, la sœur, la mère ou le père d'un élu.
- cela passe par une protection juridique accordée aux "lanceurs d'alertes" afin de sécuriser leur action de dénonciation et de permettre une meilleure prise en compte de celle-ci par les instances démocratiques voir judiciaires.

En terme institutionnel :

- cela passe par la suppression de l'Ecole Nationale d'Administration et autres établissements similaires, qui mettrait fin à un modèle français de nomination des élites basé sur la cooptation en fonction des filières de formation, qui ouvre sur une sclérose intellectuelle et une privatisation de la République par effet de corps.
- cela passe par la fin rapide et complète de tout cumul des mandats électifs directs, pas uniquement limitées aux membres des exécutifs.
- cela passe par le recrutement d'effectifs importants de contrôleurs et inspecteurs du fisc aux pouvoirs étendus agissant à tous les niveaux de la société.
- cela passe par une complète transparence des dépenses engagées par les Parlementaires au titre de leur indemnité représentative de frais de mandat qui doivent être publiées.
- cela passe par la suppression de la réserve parlementaire, favorisant le plus souvent le clientélisme le plus bas et source de nombreux abus.